



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

CBA
Franck FOUILLET
D3

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n°2 « en vue de préparer une visite de votre chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique (périphérique et mondial) de la Chine.

P. JOINTE(S) : néant

« Le grand bond en avant » lancé en 1958 par Mao Tse Toung est aujourd'hui une réalité. Si la course d'élan a été longue et laborieuse, l'essor récent est exceptionnel, en particulier dans le domaine économique. Pourtant, la Chine doit faire face à de nombreuses difficultés, qui obèrent encore son influence géopolitique. Eu égard à son histoire, à sa culture et à sa puissance démographique, la Chine est aujourd'hui une puissance respectée mais contrastée, fondant sa politique sur une recherche d'équilibre stratégique. La Chine axe sa politique autour de trois cercles. Le premier cercle est intérieur, centré sur les trois foyers d'instabilité que sont Taiwan, le Xinjiang et le Tibet. Le deuxième cercle est frontalier et concerne ses voisins directs. Enfin, le troisième cercle est éloigné, constitué par les Etats-Unis et l'Europe d'une part, l'Amérique centrale et l'Afrique d'autre part. La Chine s'est éveillée et constitue désormais un défi en marche pour le monde mais également pour ses propres dirigeants. Ce défi géopolitique peut être envisagé sous trois angles. D'une part sous l'angle de la sécurité intérieure, d'autre part sous l'angle de la sécurité énergétique et enfin sous l'angle de la sécurité périphérique.

Si la Chine veut poursuivre son exceptionnel développement économique et asseoir sa puissance, elle doit d'abord relever ses défis de sécurité intérieure. Elle doit en premier lieu maîtriser une transition démographique difficile. En effet, le contrôle qu'elle a imposé lui a permis de stabiliser sa croissance démographique mais n'a pas permis de résoudre des difficultés majeures. Parmi 1 milliard 300 millions d'habitants, la Chine compte encore près de 900 millions de ruraux. Or, si le taux d'urbanisation est aujourd'hui de 40%, on estime qu'il devrait atteindre 90% à la fin du siècle. Les grandes métropoles chinoises sont déjà confrontées à ce défi, comme Shanghai, qui tente aujourd'hui d'assimiler plusieurs

centaines de milliers d'habitants venus des campagnes. Ainsi la Chine doit-elle créer environ 25 millions d'emplois urbains par an, alors qu'elle recense officiellement déjà 10 millions de chômeurs et 150 millions d'ouvriers agricoles de trop.

A cette urbanisation galopante s'ajoute un fort vieillissement de la population. Le taux de renouvellement n'étant plus atteint à cause du contrôle drastique des naissances (1,7 enfant par femme), l'âge moyen de 27 ans en 1995 devrait atteindre 40 ans en 2025. Ces problèmes démographiques ont pour corollaire une énorme pression sociale, dont la gestion constitue également un fort défi intérieur. Par exemple, seuls 69 millions de travailleurs adhèrent aux coopératives médicales. De surcroît, la Chine ne parvient pas à maîtriser ses besoins alimentaires et doit, par exemple, importer entre 50 et 300 millions de tonnes de céréales par an. Enfin, la Chine doit faire face à une importante émigration que, cependant, l'essor économique actuel permet de corriger, avec en particulier une nette tendance au retour des étudiants et des élites.

Sur le plan politique, la Chine doit relever trois défis majeurs susceptibles de la fragiliser de l'intérieur. Elle est parvenue à limiter les difficultés liées à la question Ouïgour. Ethnie musulmane constituant plus de 50% de la population du Xinjiang, les Ouïgours ont lutté, particulièrement dans les années 80 et 90, pour une indépendance de leur province, soutenus par la Turquie et le prosélytisme islamiste, usant régulièrement de méthodes terroristes. Pékin est parvenu à un relatif contrôle du sécessionnisme ouïgour, et joue aujourd'hui sur une modernisation et un développement accélérés de la province du Xinjiang, dont le sous-sol fournit 25% de la production énergétique nationale, pour étouffer les velléités indépendantistes.

La question tibétaine semble également moins cruciale que par un passé récent. En effet, le Dalai Lama ayant récemment renoncé à ses revendications indépendantistes, la Chine a limité son action au Tibet, qui demeure pourtant un foyer d'instabilité. En effet, les Hans peuplant le Tibet ne représentent que 6% de la population locale, minimisant ainsi la légitimité de la présence chinoise, et les questions des droits de l'homme y demeurent prégnantes.

La véritable pierre d'achoppement de la stabilité intérieure chinoise s'avère être Taiwan. Le « ça va mal » de Mme Chautard, chargée de géopolitique au CSEM, illustre parfaitement le problème taïwanais. Pékin demeure inflexible sur l'appartenance de Taiwan à la Chine. Pour des motifs historiques, politiques et géostratégiques d'accès direct au Pacifique, Pékin ne peut accepter l'éventuelle indépendance de Taiwan. En outre, la politique américaine favorable à Taiwan et l'évolution récente des relations entre Taïpeh et Pékin pousse cette dernière à radicaliser sa position. Selon de nombreux analystes, une déclaration d'indépendance de Taiwan pourrait entraîner une intervention armée de Pékin.

Ainsi, il apparaît que si la Chine veut parvenir à profiter pleinement de son essor économique et à s'imposer comme une grande puissance mondiale, elle doit en premier lieu maîtriser ses défis internes.

*

Liée au défi démographique et clé de sa réussite économique, la sécurité énergétique de la Chine est une donnée fondamentale de sa politique. En effet, elle doit faire face à une augmentation annuelle de plus de 4% de sa consommation énergétique. Consommant aujourd'hui près de 80 millions de barils de pétrole par jour, la Chine est le deuxième consommateur mondial, et devrait atteindre les 120 millions de barils par jour en 2020. Pauvre en ressources énergétiques, la Chine doit importer de plus en plus. Ses énormes besoins entraînent pour la Chine des rivalités stratégiques. Malgré d'excellentes relations avec la Russie, elle vient de perdre le bénéfice du projet d'oléoduc Russe au détriment du Japon. La question de l'énergie a également transformé les objectifs de l'Organisation de Shanghai, liant la Chine, la Russie et les états d'Asie centrale. Initialement consacrés au terrorisme, ils sont désormais fortement teintés de questions pétrolières.

La sécurité énergétique pousse également la Chine à développer une capacité de projection militaire sur les routes d'approvisionnement, au Pakistan et au Myanmar en particulier, afin de tenter de desserrer l'étau du « containment » américain, dont l'un des quatre objets principaux serait de contrôler le besoin énergétique de la Chine. En parallèle, celle-ci développe une politique de diversification très active, en direction de l'Afrique et de l'Amérique latine. En effet, dépendant à plus de 75% des ressources du Moyen-Orient,

la Chine a choisi de rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement. C'est la raison des accords récemment signés avec le Venezuela ou avec le Soudan. Ce dernier accord explique en particulier la position ferme de la Chine sur le Darfour, principale zone pétrolière du Soudan, désormais fondamentale pour l'économie chinoise.

Il apparaît ainsi que l'un des principaux axes d'effort de la politique chinoise, lié à la fois à sa pression démographique et à sa croissance économique, est constitué par la tentative de sanctuarisation de son approvisionnement en énergie.

*

Enfin, pour asseoir sa position internationale, la Chine doit assurer sa sécurité périphérique. Elle a depuis longtemps entrepris de régler ses contentieux frontaliers. Depuis 1949, la Chine a solutionné 23 conflits territoriaux. Depuis le début des années 90 elle a œuvré pour le règlement des derniers problèmes avec le Laos, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Bhoutan, le Viêt-nam et le Tadjikistan. Elle est parvenue en 2003 à une reconnaissance mutuelle du Tibet et du Sikkim avec l'Inde. La Chine semble avoir en outre définitivement résolu ses problèmes frontaliers historiques avec la Russie, avec qui elle a entamé une nouvelle histoire d'Amour. Elle s'est engagée avec son voisin russe dans une politique constructive et positive, que même l'échec récent du projet d'oléoduc n'est pas parvenu à entamer. Cette politique volontariste se manifeste également nettement envers l'Inde, avec laquelle de nombreux projets de coopération, y compris militaires, sont lancés, et envers la Corée du sud, important partenaire économique de la Chine. En revanche, la Chine conserve des relations tendues, voire conflictuelles avec la Corée du nord et le Japon, adversaire régional historique et base avancée du containment américain.

Face à ce containment américain qui se traduit par une tentative des Etats-Unis de contrôler le besoin en énergie de la Chine, de l'encercler via un réseau d'alliance, de neutraliser sa capacité nucléaire, d'affaiblir sa position internationale et de fragiliser son unité intérieure, la Chine développe plusieurs armes. Elle déploie une diplomatie plus volontariste, vers l'Afrique et l'Amérique latine, où elle se crée de nouvelles alliances destinées à affermir sa position au conseil de sécurité de l'ONU. En outre, elle se tourne délibérément vers l'Union européenne, qui est désormais devenue son premier partenaire économique. De plus, la Chine utilise son nouveau poids économique pour faire pression sur les Etats-Unis. En effet, les USA sont financièrement de plus en plus dépendants de la Chine, 25% des bons du trésor américain étant par exemple détenus par celle-ci.

Enfin, la Chine utilise sa puissance militaire pour asseoir sa position internationale. Délaissant la masse au profit de la technologie, la Chine développe une nouvelle politique militaire de dissuasion. Elle modernise son outil de défense, en donnant priorité aux capacités de projection et en développant sa puissance aérienne et navale. Avec une augmentation du budget de défense de 12,6% en 2005, la Chine n'hésite plus à jouer de sa puissance militaire sur la scène diplomatique, en particulier dans le cadre du problème de Taiwan.

La politique internationale de la Chine s'articule donc nettement autour de trois axes. Le premier est une stabilisation régionale, le second une diversification des alliances dans le monde et le troisième, dont les deux premiers découlent en partie, une tentative de desserrement de l'étau du containment américain.

La Chine connaît désormais un essor économique énorme et rapide qui l'oblige à adapter très vite ses politiques intérieure et extérieure. La rapidité et l'ampleur de ce développement contrastent avec des valeurs traditionnelles et une histoire qui conféraient à la Chine une certaine latence. Lao Tseu n'a-t-il pas dit « le boeuf est lent mais la terre est patiente ». La Chine est aujourd'hui une puissance respectée mais contrastée, fondant sa politique sur une recherche d'équilibre stratégique. La Chine axe sa politique autour de trois cercles bien déterminés, extérieurs et intérieurs. Elle constitue un défi pour le monde mais également pour ses propres dirigeants. Avec un développement militaire et diplomatique largement conditionné par le sentiment d'insécurité face au messianisme américain, il semble clair que la géopolitique chinoise soit désormais dictée par des pressions extérieures qui obèrent ses nouvelles performances économiques. Mais ces pressions ne pourront que fragiliser ce géant et entraîner des conséquences imprévisibles.

